



La FAS en action : Pour la solidarité et contre la menace de l'extrême droite.

L'antidote de l'action associative et du travail social

Les actrices et les acteurs de la solidarité sont à l'action avec celles et ceux qui, par le fait d'implacables déterminismes sociaux ou d'accidents de la vie, sont plongés dans la pauvreté et la précarité. Dans les rues, les hébergements, les logements, les lieux d'insertion par l'emploi, nos engagements professionnels et bénévoles demeurent sans faille au service de la dignité des personnes et de l'apaisement général. Nous sommes résolument engagés dans les solutions que cherche la société pour répondre aux enjeux de pauvreté, d'égalité des femmes et des hommes, et de la transformation écologique.

Mais, comme nombre de personnes en situation de pauvreté et de précarité, une inquiétude croissante nous étreint qui confine à l'angoisse depuis les dernières élections européennes marquées par la poussée de l'extrême droite. La perspective d'élections législatives dans un tel contexte fait peser un lourd risque sur la société et sur notre action. Car notre certitude est qu'en dépit de toutes les apparences de la banalisation, l'extrême droite est par nature antinomique de la dignité et de la solidarité qui fondent nos engagements dès lors qu'elle considère les personnes selon une supposée essence collective – étrangers, enfants d'étrangers, pauvres – et non pour ce qu'elles sont et font en tant qu'individus.

Depuis de longs mois, les acteurs et actrices de la solidarité sont profondément fragilisés.es. L'accumulation des crises depuis l'épidémie de Covid, la guerre en Ukraine et les effets de la hausse des prix sur les plus fragiles suscitent une fatigue dans de nombreuses catégories de la population qui se trouvent en première ligne des fragilités de la société. La pauvreté et la précarité ne font que croître et personne n'en voit le bout.

Femmes seules avec enfants, victimes de violences, jeunes sortis de l'aide sociale à l'enfance, travailleurs pauvres, retraités appauvris, personnes souffrant de difficultés de santé mentale et d'addictions, étrangers empêchés de vivre du travail et bientôt de se soigner, sans domicile, ils et elles sont de plus en plus nombreux.ses dans nos villes et nos campagnes.

Nos associations ne cessent de pâtir, avec elles et avec eux, dans un pays pourtant largement protecteur, les défaillances des politiques publiques et du fonctionnement du marché du travail : emplois précaires et mal rémunérés, crise historique du logement, abandon de la psychiatrie, échecs de l'aide sociale à l'enfance, de la défense des femmes victimes de violence, failles de la politique migratoire. Face à cela, les moyens d'action des associations sont profondément dégradés. Les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux, salarié-e-s des secteurs de l'actions sociale, médico-sociale, sanitaire, subissent les faibles rémunérations et leur nivellement, la bureaucratisation de leurs interventions, les impasses imposées aux personnes et un climat général de plus en plus agressif. Les bénévoles en souffrent aussi. Les directions des associations subissent des injonctions bureaucratiques qui les éloignent de leur vocation. Et tous.tes nos adhérent.es et allié.es en témoignent : la situation financière des associations s'approche du point de rupture en raison de la hausse des coûts, alors que les soutiens financiers publics ont engagé un repli avec la fin du « quoi qu'il en coûte ».

Nous ne pouvons hélas pas garantir, en dépit de notre engagement, que nous pourrions être là avec la force et les ressources nécessaires à la prochaine crise.

Un mur érigé par la loi immigration

Ce climat n'a cessé de se dégrader du fait des discours et des politiques gouvernementales depuis l'adoption de la loi immigration en décembre 2023. Auparavant, des désaccords et des inquiétudes se manifestaient, mais nous avons, au niveau national comme local, des interlocuteurs et des possibilités d'avancer, comme lors de l'engagement de discussions sur une programmation pluriannuelle de l'action à la rue, en hébergement et vers le logement avec une ministre du Logement, ou en soutien au développement de l'insertion par l'activité économique et avec le contrat d'engagement pour les jeunes en rupture avec une ministre du Travail. Mais depuis décembre 2023, c'est un mur qui a été érigé pour tenter de faire oublier la pauvreté et la précarité ou, pire, pour rendre les personnes qui les subissent responsables de leur situation et des maux de la société. Des discours et des actes se sont succédé, qui ont contribué à un climat de stigmatisation des étrangers, des bénéficiaires du RSA et des chômeurs.

Dans les départements et les régions, en dépit de la persistance d'un dialogue de qualité avec nombre de représentants et de services déconcentrés de l'État, que notre Fédération remercie chaleureusement, ce sont des attitudes autoritaires qui viennent heurter les principes de droit et les libertés associatives. Elles prennent notamment la forme de pressions explicites et implicites sur les SIAO, avec une instrumentalisation des associations, pour tenter de leur imposer des modalités d'action contraires aux principes de l'inconditionnalité de l'accueil. Quoi qu'il arrive dans les semaines à venir, ces comportements doivent cesser, tant ils fragilisent les personnes en difficultés et le monde associatif, mais aussi tant ils alimentent les tentations d'une partie croissante de la société de stigmatiser les plus fragiles.

Dans un tel contexte, la menace de l'extrême droite fait peser un nouveau risque inédit sur les personnes et sur les acteurs et actrices de la solidarité qui les accompagnent. Sans tarder, notre Fédération s'est exprimée, pour elle-même et dans le cadre de nombreux collectifs, et a appelé à la mobilisation de la société civile le 15 juin dernier. Elle amplifiera encore, d'ici au second tour des élections législatives, son action pour encourager au vote, à la défense des principes et des réalités de la solidarité et au refus de l'extrême droite.

Engagée depuis janvier 2024 dans un Plan de vigilance et de mobilisation pour lutter contre les pauvretés, la FAS entend amplifier son action à la mesure de ce qui pèsera sur les personnes et sur les conditions de notre travail dans les semaines et les mois à venir.

Un combat déterminé, lucide et protecteur

Afin d'identifier les formes les plus adaptées du combat déterminé et lucide que la FAS est décidée à mener, elle appelle à la poursuite et à l'amplification des délibérations engagées dans ses instances nationales, dans les fédérations régionales, avec et au sein de ses adhérent.es.

Notre combat est déterminé en faveur des principes de solidarité car il n'y a et il n'y aura parmi nous aucune faiblesse face à l'extrême droite, à ses représentants et aux tentatives de sa banalisation.

Notre combat est lucide car nous savons mieux que quiconque, avec les personnes accompagnées, les travailleuses sociales, les travailleurs sociaux et les bénévoles, les peurs, les colères, les incompréhensions qui traversent la société et que l'extrême droite instrumentalise. Sans être jamais dupe de l'égoïsme des possédants, nous connaissons les multiples sources de fragilisation de la société, notamment parmi celles et ceux qui travaillent et se détournent de la solidarité en voulant croire que des plus fragiles en seraient responsables.

Tout ce chaos et ces crispations, nous entendons les combattre avec détermination par le dialogue et par la valeur de l'exemple, en donnant à connaître et à partager la contribution fondamentale des acteurs et actrices de la solidarité, des travailleuses sociales, des travailleurs sociaux, des bénévoles et des associations à la dignité des personnes et à la paix sociale. Alors que tant de femmes et d'hommes dans ce pays se sentent fragilisés, bousculés, pris dans des désordres, notre action de chaque jour est le meilleur des antidotes aux poisons qui menacent nos vies communes.

Notre action : un antidote

Ce combat déterminé, lucide et fondé sur l'exemple, notre Fédération le mènera avec ses adhérents et ses partenaires de la société civile dans le cadre de son Plan de vigilance et de mobilisation. Au vu des menaces qui pèsent et pourraient peser plus violemment encore dans un futur proche, nous décidons aujourd'hui d'y adjoindre une dimension de protection des personnes et des structures menacées par les pressions et les intimidations qui n'ont pas cessé de s'amplifier et qui pourraient s'étendre. La FAS met en place en son sein en lien avec ses fédérations régionales, ses adhérents et ses partenaires, un espace dont la vocation est d'organiser les formes opérationnelles, notamment juridiques et de communication, de cette protection.

La société tout entière doit prendre conscience que l'extrême droite au pouvoir, c'est avant tout la possibilité laissée à toutes sortes d'humiliations et de violences d'avoir libre cours dans les guichets des services publics, dans les entreprises, les commerces et les rues de notre pays, d'abord contre les plus fragiles, et finalement contre toutes et tous. Face à ces risques, la Fédération, avec ses partenaires, entend prendre sa part dans la constitution, par sa présence et par toutes formes d'appui, juridiques et médiatiques, d'espaces de protection et de sécurité.

Notre mobilisation ne faiblira pas. Elle repose sur celle de nos adhérents. Elle incombe à notre Fédération qui doit écouter, appui, force d'expression et d'action, protection. D'ici aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet, la FAS continuera à prendre toute sa place, à sa place, celle de la société civile, dans l'appel au vote pour porter des solutions et illustrer les dangers qui nous guettent. Les instances de la Fédération se réuniront dès le 8 juillet pour continuer à adapter le Plan de vigilance, de mobilisation et de protection à l'issue du scrutin et en vue notamment des Journées du travail Social les 24 et 25 septembre à Nancy qui constitueront un point d'orgue de nos mobilisations pour la solidarité.